Convention financière

Entre:

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil général du Bas-Rhin dûment habilité à cet effet par la délibération de la commission permanente du Conseil général du 7 octobre 2013,

ci-après dénommé « le Département »,

Et

L'association LUTTE POUR UNE VIE NORMALE (LUPOVINO), ayant son siège social situé à 46 rue de l'Aéropostale 67100 Strasbourg, représentée par Monsieur Eric FAURE, son président en exercice,

ci-après dénommé « le bénéficiaire ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention définit les modalités de l'intervention financière du Département du Bas-Rhin aux actions du bénéficiaire pour l'année 2013.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Département s'engage à apporter une aide financière pour les actions s'inscrivant dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) de la Communauté Urbaine de Strasbourg et de Haguenau-Bischwiller-Kaltenhouse, que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité :

- Sur le quartier du Polygone à Strasbourg, le projet « Mieux vivre ensemble » portant sur la mise en œuvre d'actions relatives à :
 - la lutte contre l'illettrisme et la mobilisation vers l'emploi,
 - l'animation en direction des enfants, la prévention de l'absentéisme scolaire, l'implication des parents dans l'éducation,
 - la mise en place d'un lieu d'accueil permettant un accompagnement social individuel et collectif des familles.
- Sur la commune de Kaltenhouse, les deux projets portant sur :
 - La mobilisation vers l'emploi notamment des jeunes et des femmes des terrains de nomades sédentarisés
 - Des actions socioéducatives en direction des familles, dont l'objectif principal est de renforcer les capacités éducatives, l'implication des parents et la scolarisation des enfants.

Article 2 : Montant de l'aide financière et modalités de versement

L'aide financière du Département du Bas-Rhin au bénéfice de l'objet visé à l'article 1^{er} s'élève à la somme totale de 26 600 €, répartie comme suit :

- Mieux vivre ensemble (CUCS de la CUS) : 19 400 €
- Actions socioéducatives en faveur des familles (CUCS de HBK) : 4 840 €
- Mobilisation pour l'emploi (CUCS HBK) : 3 360 €

Article 3 : Modalités de versement de l'aide financière

Conformément à la délibération du 7 octobre 2013, le versement de la subvention s'effectuera en intégralité dès la délibération rendue exécutoire.

Article 4 : Délai d'exécution de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013 et prendra fin le 31 décembre 2013.

Article 5 : Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article $\mathbf{1}^{\text{er}}$;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique

Et, pour les organismes privés :

- à faciliter le contrôle par les services du Département de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables
- si le bénéficiaire est une association :
 - à fournir, avant le 1^{er} mai de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire,
 - à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Information et communication

L'organisme bénéficiaire de la subvention, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Conseil Général du Bas-Rhin dans tous les supports qu'il utilise ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Conseil Général du Bas-Rhin sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots,

mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Conseil Général, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Conseil Général.

Le Département devra être informé de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

Article 7 : Interruption et reversement de l'aide financière

Le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du département ;
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Article 9 : Avenant

En cas d'accord entre les parties, la présente convention peut être modifiée par avenant.

Article 10 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et d domicile au siège du Département.	de ses suites, les cocontracta	nts élisent
Fait à, le		

Pour le Département, Le Président du Conseil Général du Bas-Rhin, Pour le bénéficiaire, Le président de l'Association LUPOVINO

Guy-Dominique KENNEL

Eric FAURE